



Lettre n° 239 du 08 mai 2022

Au sommaire :

- **Ce sont les luttes de classes qui font l'histoire pas les bulletins de vote ! « Ni dieu, ni César, ni tribun, producteurs sauvons-nous nous-mêmes ! » L'internationale** - Yvan Lemaitre
- **« Planification écologique » de Macron, les nouveaux adeptes de la planification ou l'hommage du vice à la vertu...** - Bruno Bajou, Laurent Delage

Ce sont les luttes de classes qui font l'histoire pas les bulletins de vote !

« Ni dieu, ni César, ni tribun, producteurs sauvons-nous nous-mêmes ! »

L'internationale

Samedi, Macron, toujours à la recherche d'un.e premier ministre introuvable, organisait dans les salons de l'Élysée la passation des pouvoirs à lui-même sous le masque de sa « Renaissance », « un nouveau président » pour « un nouveau peuple », « Ensemble » avec ses alliés du Modem et d'Horizons, étrange renaissance portée par de vieux caciques politiques ! L'image est tout un programme !

De son côté, Mélenchon, comblé d'occuper depuis le lendemain du deuxième tour de la présidentielle les devant de la scène des tractations politiques, fêtait ses retrouvailles avec le PS à l'occasion de la première convention de la Nouvelle union populaire, sociale et écologique. Difficile de savoir ce que sera l'avenir de ce cartel de gauche, nouvel élan « historique », que vante Mélenchon fervent croyant en la vertu du verbe et des... manœuvres parlementaires, ou syndic de faillite des partis de gauche rassemblés dans un même « Sauve qui peut ». L'enjeu était en réalité tout aussi vital pour l'Union populaire qui, réduite à LFI, risquait de ne pas avoir un grand avenir devant elle. Le vote utile contre Le Pen a perdu son efficacité pour les législatives et l'appel à faire de ces élections le « troisième tour » de la présidentielle afin d'élire Mélenchon Premier ministre de Macron pourrait bien prendre l'eau, apparaître pour ce qu'il est, un coup de bluff !

Quant à Marine Le Pen, elle reste en dehors des manœuvres parlementaires, accaparée par son obsession de renforcer son clan contre ses meilleurs amis, Zemmour et sa nièce...

Les trois blocs politiques du deuxième tour de la présidentielle vont probablement laisser la place à la majorité présidentielle du pouvoir dont le visage de droite extrême se dessinera de plus en plus nettement

sous la pression de l'évolution du capitalisme à l'échelle mondiale. A gauche, chacun aura sauvé ce qu'il pouvait et reprendra sa vie d'appareil institutionnel gérant ses intérêts matériels. A l'extrême droite, les rivalités et les haines cuites et recuites entre différents clans continueront leur petit travail, laissant à Macron le soin de faire le sale boulot tandis que les groupes fascistes prospéreront à l'ombre du bloc réactionnaire renforcé et élargi.

Rien n'est écrit, certes, et toutes les surprises sont possibles. Comme au premier tour de la présidentielle, une fraction du monde du travail et de la jeunesse pourrait s'emparer à nouveau des candidatures de la Nouvelle union populaire pour exprimer sa colère, ses aspirations, sa volonté de changer le monde. Au-delà de l'impasse politique que représente la Nouvelle union populaire, un bon résultat électoral de sa part pourrait bousculer la donne, mais pas sur le fond ni sur les réels rapports de forces qui vont s'écrire lors de ce troisième tour électoral et après. L'électoratisme, le vote utile, la croyance que le bulletin de vote est seul en mesure de changer les choses comme le prétend Mélenchon, tire sa force, si l'on peut dire, de la déprime de la gauche et de son électorat flattant les démoralisations au risque d'entraîner de nouvelles déceptions.

La surprise ne pourrait en réalité venir que de l'intervention de la classe ouvrière pour son propre compte, en toute indépendance des jeux et calculs parlementaires, sur son propre terrain et avec ses propres armes, celles de la lutte de classe ouverte et sans masque.

Vous avez dit « historique » ?

Il ne manque pas de soutien enthousiaste vantant l'accord qualifié d'historique entre les restes de l'ancienne union

de la gauche et les nouvelles ambitions hétéroclites que Mélenchon a rassemblées autour de lui dans LFI. Un nouveau PS serait en train de naître au grand dam des vieux caciques de Hollande à Cambadélis, en passant par Dray. Cazeneuve a claqué la porte, « *Cet accord est une remise en cause de l'histoire même du socialisme, de François Mitterrand et ses engagements européens, de Lionel Jospin et sa crédibilité économique et ses avancées sociales* ». Ce à quoi le secrétaire national du PS aux élections, Pierre Jovet, répond : « *Si on en est là aujourd'hui, c'est de la faute de qui ? Qui a sur le dos la responsabilité de l'échec de la gauche ? Qui a fait dans ce pays que la gauche qui avait tous les pouvoirs s'est retrouvée écroulée ? Je dis à ces éléphants : laissez-nous faire, vous avez sabordé le PS quand il était au plus haut niveau* ». C'est indiscutable, mais la question est plus politique que personnelle même si chaque politique trouve ses porte-parole adéquats.

A droite, le retour des fantômes du passé, quand elle prédisait l'arrivée des chars soviétiques à Paris si Mitterrand était élu Président en 1981, déclenche une plus tranquille hystérie qu'alors. « *Trahison* », « *abandon* » des idées, Woerth, ex-Les Républicains rallié à Macron, dénonce « *des accords de politacaillerie* ». Muselier, président du conseil régional Sud-Paca et soutien de Macron, rajoute : « *toutes les forces de gauche se soumettent aux insoumis. C'est leur survie, ils ont fait ce choix, ils s'assoient sur leur histoire* ». Une dénonciation bien timide relayée de façon plus virulente par les médias partant en croisade contre l'islamo-gauchisme...

Il faut dire que Mitterrand avait un programme autrement plus radical de « *rupture avec le capitalisme* » associant au PS un PC encore puissant, fort de 20 % des voix ! Les ambitions de Mélenchon sont bien plus modestes, ne pas laisser les pleins pouvoirs à Macron !

Le Smic à 1400 euros ou le « *droit à la retraite à 60 ans* », si tant est que Mélenchon et ses amis du PS aillent jusque-là s'ils en ont la possibilité, ne font guère trembler la bourgeoisie. Et le vide politique de cette union est symbolisé par son mot d'ordre « *Mélenchon premier ministre !* ». Autant dire que s'il y a quelque chose d'historique dans cette alliance, c'est qu'elle est une des expressions du jeu d'impostures qui caractérise le moment que nous vivons, cette séquence électorale sous le signe de la « *Renaissance* » voulue par Macron ! Les fantômes du passé tentent de trouver des habits neufs pour tenter de survivre dans un monde qui les a déjà quittés.

« Conquérir le pouvoir » ou gérer les affaires de la bourgeoisie ?

« *Avec ce troisième tour, la lutte reprend : on peut conquérir le pouvoir. L'enjeu est immense : tous ceux qui attendaient l'augmentation du Smic ou la retraite à 60 ans en savent quelque chose. Le dernier élément clé, c'est notre capacité à démontrer qu'on fait tout ce qu'on peut pour unifier le maximum de forces* ». Mélenchon invite à « *conquérir*

le pouvoir ». Il laisse croire qu'il suffit de rassembler les restes de la gauche pour cela, lui qui, ancien trotskyste, a participé depuis Mitterrand jusqu'à aujourd'hui à l'évolution de la gauche libérale en particulier en étant ministre de Jospin. Très consciemment, il bluffe, il ment ! Mélenchon Premier ministre n'aurait d'autre choix que de se plier aux exigences du capital, aux contraintes du contexte géopolitique et économique marqué par les tensions internationales, la guerre, l'inflation, la menace de récession et de krach financier.

Contre le va-t-en-guerre Macron, ce président de la finance honni par la majorité de la population, il n'est pas question d'appeler à la mobilisation contre le capitalisme, mais à la mobilisation électorale en vue de « *contraindre* » à le nommer Premier ministre.

Dans cette période de crise globale, économie de guerre, guerre économique contre le travail, guerre mondialisée entre grandes puissances et par peuples interposés, il est tout disposé à endosser le rôle de Chef d'État-major de l'armée, promoteur d'une défense nationale « *non-alignée* » pour défendre les intérêts du capital national. Ainsi qu'il a tenu à le rappeler, sur le terrain de la politique étrangère, il n'y aura pas une feuille de papier à cigarette entre lui et Macron !

À cet égard, La France Insoumise prône l'indépendance économique par une politique de relocalisation industrielle, « *relocalisation des productions essentielles, engager ce plan de reconstruction industrielle pour mettre fin à la dépendance de la France dans les domaines stratégiques (semi-conducteurs, médicaments, etc.)* » comme elle le soutient dans son programme. Une telle politique, pour beaucoup illusoire, implique un recours massif à l'intervention de l'État pour financer le capital au prix d'un accroissement de la dette que devront supporter les travailleurs et, surtout, pour pouvoir soutenir la concurrence sur le marché mondial, de la réduction drastique des coûts de production, des salaires et de la détérioration des conditions de travail, du nivellement par le bas des conditions sociales des travailleurs, alignées sur celles des pays émergents concurrents.

La Nouvelle union populaire, loin d'encourager les mobilisations et les luttes, prône la résignation au nom d'une politique parlementaire, électoraliste, pour gérer le système tout au plus au prix de quelques concessions, si la grande bourgeoisie l'accepte, pour acheter la paix sociale.

Cette démagogie parlementaire laissera un goût amer au sein des partis et des militant.es qui se seront pliés aux ambitions personnelles de Mélenchon et de quelques autres sans porter la moindre perspective politique crédible. Sa déroute annoncée prépare de nouvelles démoralisations mais aussi une nouvelle lucidité, un approfondissement des ruptures en cours avec les jeux institutionnels et leurs acteurs.

La crise historique du capitalisme et de ses institutions n'a de réponse que révolutionnaire

« Le 3 mai 1936, le Front populaire gagnait les élections législatives. Le 3 mai 2022, nous nous rassemblons au sein d'une Nouvelle Union populaire écologiste et sociale. Ensemble, écrivons l'histoire en gagnant ces élections législatives », écrit Fabien Roussel, dupe lui-même de son propre discours espérant ainsi éviter l'issue fatale que sa politique prépare. Cette évocation de la victoire électorale du 3 mai 1936 qui se voulait le symbole de cette gauche retrouvée est en réalité le symbole de l'incapacité de cette gauche à rompre avec le capitalisme et ses institutions jusqu'à se retourner contre la classe ouvrière. Ce n'est pas le gouvernement Blum qui fit trembler la bourgeoisie mais bien la grève générale, les occupations d'usines, les manifestations ouvrières, la révolution en marche. Ce sont elles qui imposèrent les concessions auxquelles le patronat fut contraint avant que la gauche ne mette tout son poids, en particulier le PC et Maurice Thorez, pour arrêter le mouvement. « Il faut savoir terminer une grève » et « Tout n'est pas possible » sont restés comme les mot d'ordre de la capitulation !

La révolte ouvrière et populaire était alors en fait une contestation bien plus globale, politique, face à la crise du capitalisme qui nourrissait la montée du fascisme et la marche à la guerre.

Le Front populaire canalisa le mouvement, le brisa jusqu'à faire tirer sur les travailleurs en 1937, abandonna la révolution espagnole à la répression fasciste, pour finir par voter les pleins pouvoirs à Pétain sauf une minorité du PS après que le PC eut été interdit. Son histoire est une illustration de l'impuissance tragique de cette gauche bourgeoise, institutionnelle.

De ce point de vue, la Nouvelle union populaire, son programme apparaissent totalement décalés comme si nous étions toujours à l'époque des Trente glorieuses, même pas un programme réellement réformiste qui prétendrait changer le système en croyant à l'action institutionnelle combinée aux luttes et mobilisations sociales.

Aucun des problèmes posés par le développement du capitalisme mondialisé, financiarisé, militarisé n'est abordé de façon un tant soit peu sérieuse.

La période de crise globale du capitalisme que nous connaissons n'a pas encore la même ampleur qu'à la fin des années trente mais sa dimension internationale, sociale, démocratique, écologique lui donne déjà un caractère de gravité sans égal. Et c'est bien au regard de cette crise dont l'aggravation est inéluctable ainsi que des leçons de l'histoire qu'il nous faut apprécier cette Nouvelle union populaire, une impasse et un piège.

Pour les législatives, les travailleurs n'ont aucune raison d'apporter leur soutien à l'électorisme plébiscitaire de Mélenchon.

Les élections à venir ne peuvent être, pour les révolutionnaires, qu'une tribune pour combattre les illusions du vote utile et donner confiance aux travailleurs, aux jeunes qui se révoltent contre le système, les aider à s'organiser pour se préparer à l'affrontement qui mûrit sans mettre un doigt dans les manœuvres parlementaires. Nous voulons non seulement contester le régime présidentiel, ses institutions antidémocratiques mais et surtout en appeler à la mobilisation des travailleurs, des femmes, des jeunes pour leurs revendications, leurs exigences et imposer leur gouvernement, un gouvernement des travailleur.ses et de la population qui prenne le contrôle de l'économie afin de satisfaire aux exigences sociales, écologiques, sanitaires, démocratiques de la population.

Le mouvement révolutionnaire mènera sa propre campagne pour montrer que seule la prise en main de la société par la classe des producteurs, un gouvernement des travailleurs et de la population, pourront mettre en œuvre les mesures d'urgence pour faire face à la faillite du capitalisme, la guerre, la banqueroute économique, la catastrophe sociale et écologique en cours, la montée de l'extrême droite et de la réaction, construire un monde nouveau vers le socialisme et le communisme.

Ce sont les producteurs, les exploités et les dominés qui font l'histoire à travers la lutte de classe, pas les élections et les calculs parlementaires.

Yvan Lemaitre

« Planification écologique » de Macron, les nouveaux adeptes de la planification ou l'hommage du vice à la vertu...

A lors que son gouvernement a déjà été condamné deux fois pour « inaction climatique », Macron, espérant glaner quelques voix du côté des électeurs de Mélenchon ou de Jadot avant le deuxième tour de la présidentielle, avait annoncé que le futur premier ministre serait chargé de la « planification écologique » en lien avec un « ministre de la planification énergétique ». Le 4 mai, avant même d'avoir finalisé son nouveau gouvernement, il recevait une dizaine d'experts du climat pour réfléchir « à la mise en œuvre de la planification écologique »....

Derrière la grossièreté cynique du greenwashing présidentiel, ce discours sur la « planification écologique », expression directement reprise du programme de Mélenchon, est de fait l'aveu que la « concurrence libre et non faussée », les lois du marché dont se revendiquent pourtant tous les défenseurs du capitalisme sont bien incapables d'être le cadre d'une politique économique prenant en compte l'intérêt général et se donnant un autre objectif que la course au profit d'une minorité.

La planification, une nécessité rendue possible par le progrès scientifique et technique

Le caractère mondial de la crise climatique, écologique, appelle des réponses mondiales, concertées, planifiées à l'échelle internationale. Des réponses qui nécessitent de faire passer l'intérêt général à long terme avant les intérêts à courte vue des classes dominantes et des gouvernements à leur service. Elles impliquent d'en finir avec les cadres nationaux et les rivalités entre Etats, avec la concurrence économique, la fuite en avant dans la course à la productivité, à la compétitivité, avec la logique du profit et donc avec la propriété capitaliste.

L'incapacité des gouvernements à mettre en œuvre le moindre début de réponse dans le cadre du marché redonne toute son actualité à la nécessité d'une planification de l'économie, c'est-à-dire d'un cadre permettant d'organiser la production rationnellement à l'échelle internationale pour satisfaire les besoins des populations tout en tenant compte des limites naturelles de notre planète.

Les progrès scientifiques et techniques qui ont permis de faire du monde ce village planétaire en unifiant comme jamais l'humanité créent les bases pour une telle planification mondiale, même si ces progrès sont aujourd'hui pervertis par une poignée de multinationales qui les détournent de leur utilité sociale pour les soumettre à la seule logique du profit.

Mais ces progrès existent et de fait ont contribué à construire une économie intégrée à l'échelle du monde qui ne fonctionne que par le travail social d'une classe ouvrière plus importante que jamais, jeune, instruite, féminisée, interconnectée. Tous les puissants outils de recensement, de logistique, de gestion et de production qui permettent aujourd'hui aux multinationales d'organiser l'ensemble de la production et des échanges à l'échelle de la planète, pourraient être libérés du carcan de la propriété privée et directement utilisés par ceux qui les mettent en œuvre par leur travail, pour recenser les besoins réels comme les ressources naturelles disponibles et leurs limites, afin de rationaliser la production avec de tout autres critères que ceux de la rentabilité financière, de la compétitivité...

La contradiction n'a jamais été aussi grande entre les possibilités ouvertes par ces progrès, la capacité qu'ils donnent à l'Humanité pour agir face au changement climatique et à ses conséquences et les entraves de cette propriété capitaliste archaïque et de la folie d'une économie où il s'agit de produire des marchandises pour les vendre afin de réaliser un profit et non pour répondre à de réels besoins.

Le débat autour de la nécessité d'une planification écologique n'est pas une question « technique », une question d'experts, mais bien une question sociale et politique, qui pose la question d'en fonction de quels intérêts sociaux s'organise l'économie, ceux d'une poignée de multinationales ou ceux de l'ensemble de la société et de son environnement.

La planification incompatible avec la propriété privée capitaliste

Depuis plusieurs décennies, années après années, les rapports des scientifiques du GIEC alertent sur les dangers des bouleversements de plus en plus rapides du climat, ils ont décrit les causes de ce réchauffement, mais la mise en œuvre de la moindre des mesures permettant d'y répondre impliquerait de limiter le droit des classes possédantes à faire de la course aux profits le seul but de toute l'activité économique, impliquerait de remettre en cause la propriété capitaliste.

Une réelle planification est impossible dans le cadre d'une économie capitaliste mondialisée qui ne connaît que les lois du marché comme régulateur et dont le seul moteur est l'accumulation du capital ; un capitalisme qui devient de plus en plus financier, prédateur avec des conséquences dévastatrices pour l'ensemble de la société comme pour l'environnement.

L'échec répété des grandes conférences internationales sur le climat révèle l'incurie des classes dominantes, l'incapacité des gouvernements à faire face aux conséquences d'une crise climatique aggravée par les ravages environnementaux de la mondialisation capitaliste. Toutes ces conférences se sont soldées par des échecs car elles ont toujours refusé d'empiéter sur le droit de propriété capitaliste, refusé de sortir du cadre du marché et n'ont cherché qu'à mettre en avant des solutions compatibles avec la poursuite de la course au profit... d'où la multiplication de fausses solutions comme le marché du carbone, le marché des droits à polluer, le développement d'une finance verte.

Toutes ces mesures reposent sur ce credo absurde que les lois du marché permettraient de faire rentrer l'économie dans un cercle vertueux écologique, alors que non seulement elles n'ont été d'aucune utilité pour préserver le climat, mais elles ont surtout permis de créer de nouvelles sphères spéculatives pour la finance qui n'ont fait qu'aggraver la situation.

Derrière les lois du marché, il y a la réalité des rapports de classes, la réalité de la domination d'une classe minoritaire et parasitaire devant lesquels s'inclinent tous les gouvernements, comme toutes les institutions internationales.

Quelques multinationales, géants de l'industrie et de la finance, contrôlent, organisent, planifient toute l'activité économique mondiale en fonction de leurs seuls intérêts, soumettant l'ensemble de la vie sociale à la seule logique du profit à très court terme, menant une lutte acharnée pour s'accaparer toutes les richesses produites par le travail, entraînant désastre humain et écologique et surtout rendant impossible toute réponse collective, rationnelle face aux catastrophes annoncées, toute réelle planification de l'activité humaine dans l'intérêt général.

Il ne peut y avoir de réelle planification sans remettre en cause la propriété capitaliste sur laquelle repose cette

domination des multinationales, sans remettre en cause le fonctionnement même de l'économie capitaliste.

La planification écologique de l'Union Populaire, la révolution par la constitution et les institutions

Toute l'agitation « écologique » de Macron à quelques semaines des élections législatives ne fait que révéler le cynisme du pouvoir, prêt à récupérer pour son propre compte la formule de « *planification écologique* » de Mélenchon. Une usurpation rendue possible par la teneur même de ce programme, qui dénonce l'absurdité du marché mais sans remettre en cause ni le capitalisme, ni le cadre institutionnel.

La « *planification écologique* » que Mélenchon développe dans le programme « *l'Avenir en commun* » de l'Union Populaire repose sur une « *règle verte* », à inscrire dans le marbre de la constitution, qui prévoit « *à l'échelle de la France, de ne pas prélever sur la nature plus de ressources renouvelables que ce qu'elle peut reconstituer, ni de produire plus de pollutions et de déchets que ce qu'elle peut supporter* »... Des vœux pieux, comme si la *Charte de l'environnement* de 2004 déjà adossée à la constitution, avait changé quoi que ce soit à la folie du système capitaliste !

Mais l'UP assure que tout sera différent avec une « *loi de planification* » votée au Parlement ou un « *Conseil à la planification* », avec démarche participative et de « *nouveaux indicateurs* » mesurant le niveau de bien-être et pas le PIB ! Le programme défend un principe de « *sobriété* » au niveau des besoins de la population, sans dire un mot sur des mesures autoritaires à imposer aux plus riches ou à l'industrie du luxe dans l'intérêt de la collectivité.

Mais surtout, les multinationales sont absentes de ce programme. Quand il parle des entreprises privées du secteur marchand, il parle d'incitation avec des « *aides, subventions, accès au crédit en fonction de critères de responsabilité sociale et environnementale* » ... Quelle nouveauté ! Au mieux, il évoque que « *L'État doit donc, dans un premier temps, sortir les biens communs des griffes du marché* ». Comme si la remise en cause des multinationales pouvait se régler par décret... et non sur le terrain de la lutte des classes, comme une perspective pour les révoltes qui se développent en réaction aux ravages de la mondialisation.

La « *planification écologique* » se réduit ainsi à défendre l'intervention de l'Etat plutôt que le marché, comme si l'Etat n'avait plus aucun contenu de classe par la magie des élections. Qui dit Etat et République, dit aussi politique nationaliste, où la France est promue « *fer de lance de la diplomatie climatique et écologique dans le cadre de l'ONU* ». De même, les revendications de relocalisations ou de « *protectionnisme écologique et solidaire* », même en y accolant des adjectifs plus progressistes, restent une politique réactionnaire enfermant les travailleurs derrière les frontières et derrière leur propre bourgeoisie.

Face à la déroute du capitalisme, en appeler à l'intervention de l'Etat est illusoire. Depuis la pandémie, les Etats

sont justement intervenus massivement partout, ils ont multiplié les « *plans* » en tout genre au service exclusif des multinationales et des financiers.

En France, l'Etat a mis 400 milliards sur la table depuis le début de la pandémie, auxquels il faut rajouter les 100 milliards du plan *France Relance* de 2020 et les 34 milliards de *France-2030*, ainsi que les dispositifs de soutien de la BCE. L'essentiel de ce « *pognon de dingue* » a été capté par le CAC40 qui a versé en 2021 plus de 60 milliards d'euros à ses actionnaires alors que la plupart des entreprises qui le constituent sont sous perfusion d'argent public. Ces dividendes et rachats d'action représentent 140 % des profits réalisés en 2020... Le parasitisme est total !

Quant à la « *transition écologique* » promise par le gouvernement, là encore, l'essentiel de l'argent public est parti en cadeaux pour les entreprises sans la moindre condition : 20 milliards d'exonération des impôts dits de « *production* », baisse de 10 milliards par an de l'impôt sur les sociétés profitant largement à l'industrie des énergies fossiles... Même le Haut-Conseil pour le climat s'est inquiété que 70 % des financements du plan *France Relance* pourrait avoir « *un effet significatif à la hausse sur les émissions de CO2* » !

La « *planification écologique* » de Mélenchon s'inscrit en réalité dans ces politiques d'intervention de l'Etat dans la lignée du « *Green New Deal* », des politiques qui entretiennent les mêmes vieilles illusions réformistes, celles qu'il serait possible de changer les choses sans remettre en cause le système, possible de « *bifurquer* » du capitalisme avec un bon gouvernement de gauche, dans le cadre de ces institutions... et surtout en préservant la propriété privée capitaliste.

Pas de planification sans prise en main des leviers de l'économie par ceux qui la font fonctionner

La question écologique est indissociable de la question sociale, c'est une seule et même lutte contre le capitalisme pour imposer une autre logique sociale que celle du profit, un autre mode de production.

Face à l'offensive capitaliste en cours, il n'y a pas d'autre solution collective pour les travailleurs, pour la jeunesse que de postuler à diriger nous-mêmes, à imposer notre contrôle démocratique sur toute la marche de la société.

Nous ne pouvons compter ni sur l'Etat, ni sur les pouvoirs publics tout occupés à subventionner le capital comme dans le secteur automobile, où les patrons profitent des plans de relance pour se restructurer et licencier. Michelin compte ainsi supprimer 2300 emplois après avoir largement bénéficié des aides publiques et augmenté les dividendes de ses actionnaires de 15 % en 2021 !

Lutter contre les licenciements, contre la précarité, pour les salaires, impose que les travailleurs exigent des comptes, prennent leurs affaires en main en exerçant leur contrôle jusqu'au bout sur leur propre activité : contrôle sur les comptes en dénonçant cette perfusion scanda-

leuse d'argent public et en exigeant notre dû, contrôle sur la production de biens utiles en fonction de l'intérêt collectif et pas des bénéfices des actionnaires, contrôle sur les conditions de travail, mais aussi sur la pollution, les déchets, en commençant par assurer notre propre santé avant les exigences de rentabilité des patrons.

Porter cette perspective dans la lutte de classe, c'est porter un programme qui implique de « *profondes incursions dans la propriété privée capitaliste* » selon les mots de Trotsky jusqu'à l'expropriation des multinationales, pour s'en servir de levier pour réorganiser l'ensemble de la production et des échanges, dans le cadre d'une planification démocratique de l'économie.

Face à la crise écologique et sociale, l'avenir est à la planification démocratique, organisée autour du contrôle des producteurs eux-mêmes, pour que ceux qui font tourner

la société puissent discuter et décider démocratiquement de comment organiser l'appareil productif, quelles productions développer ou au contraire réduire ou arrêter, comment tenir compte des contraintes écologiques, réduire et partager le temps de travail pour en finir avec ce gâchis capitaliste du chômage.

Plus que jamais, il s'agit de redonner à l'idée de planification tout son contenu de classe, révolutionnaire, en toute indépendance de cet Etat bourgeois et de ses jeux institutionnels. Il s'agit de défendre une telle planification comme une réponse globale à la faillite du capitalisme mondialisé, du marché et de la propriété privée, comme une perspective pour unifier toutes les révoltes qu'elle entraîne.

Bruno Bajou, Laurent Delage